

Fallait-il réprimer l'insurrection de Cronstadt ?

Selon Lénine, ce fut l' « éclair qui a illuminé la réalité plus vivement que tout » (1). La rébellion de Cronstadt contre le gouvernement soviétique dirigé par les bolcheviks dura seulement un peu plus de deux semaines, mais elle recèle dans ses enjeux les questions essentielles que se posait le pouvoir bolchevik dans les premières années de la révolution. Cronstadt demeure par là même un sujet de discussion toujours brûlant entre trotskystes et anarchistes. Quelle appréciation, quelles conclusions tirer de cet événement aujourd'hui ?



L'occasion de cet article nous est donnée par la publication de l'ouvrage récent de Jean-Jacques Marie, intitulé sobrement Cronstadt. (2) Ce livre est dense (482 pages), le plus souvent descriptif et précis, très fouillé. Il règle évidemment quelques comptes — avec les historiens bourgeois, avec les commentateurs anarchistes, voire avec la LCR (l'historien Jean-Jacques Marie est par ailleurs notoirement lambertiste, militant du Parti des travailleurs et de son courant CCI). Il laisse plus généralement pressentir les options politiques de l'auteur et son soutien à la répression de l'insurrection, même si, en historien écrivant pour l'éditeur Fayard, il tient ici à préserver une sorte de neutralité, bienveillante à l'égard des bolcheviks. Pour mener sa recherche, il a bénéficié de l'ouverture des archives russes, qui fit suite à la réhabilitation officielle, par Boris Eltsine, des marins insurgés de Cronstadt en 1994.

On croisera les descriptions et explications de Jean-Jacques Marie avec celles d'autres travaux consacrés au même thème, en particulier les livres d'historiens de sympathie anarchiste, l'un américain — Paul Avrich (3) — l'autre français — Henri Arvon (4) —, mais aussi certains documents (5), dont les écrits de Trotsky.

De la révolution au communisme de guerre

Cronstadt se trouve sur une île minuscule du Golfe de Finlande, l'île de Kotline, à 30 kilomètres à l'ouest de Petrograd. C'est une forteresse, une ville-citadelle, dont la population est composée pour un tiers de travailleurs industriels (Cronstadt dispose notamment de chantiers de construction navale), pour un quart de paysans, pour un cinquième de marins et pour un autre cinquième d'artisans, employés, enseignants,

fonctionnaires, dans ces premières années du XXe siècle. Les conditions de vie et de travail des matelots sont particulièrement rudes, à tel point qu'en 1905, ils avaient porté au tsar une pétition où ils disent refuser désormais d'être traités comme des serfs et des chiens. Cette dureté, mais aussi la qualification d'un bon nombre de matelots, expliquent sans doute que Cronstadt soit au faîte du combat révolutionnaire, tant en 1905 et 1906 (date à laquelle une révolte est écrasée dans le sang) qu'en 1917 : pendant la révolution de Février, le commandant de la forteresse et cinquante officiers sont exécutés ; un soviet de Cronstadt se constitue très vite, qui défie le gouvernement provisoire en niant sa représentativité. Le 3 juillet 1917, le mot d'ordre « Tout le pouvoir au soviet ! » y est avancé, sous l'influence des militants anarchistes, tandis que les bolcheviks présents sur place y sont alors réticents, parce qu'ils le considèrent comme prématuré à ce moment-là. Le lendemain, 10 000 marins débarquent à Petrograd pour manifester. En août, les matelots luttent énergiquement contre le putsch de Kornilov et sont aux premières lignes en Octobre.

Après la révolution d'Octobre, la guerre civile fait naître une terrible situation. De janvier 1919 à janvier 1920, un blocus total décidé par les puissances étrangères frappe la Russie tout entière, déjà profondément affaiblie et fragilisée dans son équilibre alimentaire et sanitaire. Par sa politique dite du « communisme de guerre », le gouvernement soviétique, dirigé par les bolcheviks, exige de mettre en place un rationnement très rigoureux, assorti de réquisitions des cultures agricoles. Lénine le soulignera plus tard : « *L'essence du communisme de guerre était que nous prenions au paysan tout son surplus, et parfois non seulement son surplus, mais une partie des grains dont il avait besoin pour se nourrir.* » Pour l'appliquer, des détachements de réquisition et de barrage sont instaurés, qui se révèlent souvent impitoyables et commettent de graves abus. Dès lors, l'automne et l'hiver 1920 sont marqués par de grandes révoltes paysannes : celles que conduit Nestor Makhno en Ukraine, celles qui ébranlent les campagnes de Tambov et de Tioumen. Les paysans protestent, dans la violence, contre les réquisitions et leurs excès. Selon Jean-Jacques Marie, les méthodes employées par les insurgés sont des plus barbares : non seulement les communistes sont fusillés en masse, mais encore les assassine-t-on parfois avec une extrême cruauté : déshabillés, on les laisse mourir gelés dans la neige ; on leur arrache les yeux ; on les éventre...

Les marins de Cronstadt : des matelots-paysans

Or, les marins de Cronstadt savent ce qui se passe dans les campagnes, et sont pour beaucoup directement concernés. Les trois quarts des 17 000 matelots sont ukrainiens ; l'Ukraine est alors fortement anti-bolchevik, comme le prouve la révolte de novembre-décembre 1920. L'antisémitisme n'est pas absent chez certains marins, il alimente leur virulence à l'égard de leurs bêtes noires, Trotsky et Zinoviev ; l'anarchiste Paul Avrich en convient : « *Encore que, du même souffle, les rebelles se défendissent d'éprouver le moindre préjugé antisémite [mais ce point n'est pas démontré, NDR], il est indiscutable que l'hostilité aux Juifs était forte parmi les*

matelots de la flotte de la Baltique, dont nombre étaient originaires d'Ukraine et des régions frontalières, berceau traditionnel de l'antisémitisme le plus virulent en Russie. [...] Traditionnellement, ils se méfiaient de tous les éléments "étrangers" qui pouvaient se mêler à eux et, la révolution ayant éliminé les propriétaires et les capitalistes, ils reportaient maintenant leur hostilité chauvine contre les communistes et les Juifs qu'ils avaient d'ailleurs tendance à assimiler. » (6)

La plupart de ces marins sont d'origine paysanne, fraîchement recrutés, même s'il convient de faire parmi eux des distinctions : les plus qualifiés, ceux qui travaillent sur les deux cuirassés, le *Petropavlovsk* et le *Sébastopol*, sont marins de longue date ; mais d'aucuns sont aussi d'anciens soldats blancs, comme le dernier contingent arrivé à Cronstadt, directement issu de l'armée blanche de Denikine. La garnison est composée d'hommes jeunes qui n'ont en général même jamais combattu, et qui sont, foncièrement, encore des paysans ; en témoignent en particulier, quant à leur mentalité, les cérémonies religieuses organisées pendant l'insurrection, évidemment étrangères au mouvement ouvrier révolutionnaire. Le plus grand nombre, donc, n'a plus rien à voir avec les marins qui, en 1917, avait porté haut le drapeau de la révolution. La plupart de ceux-ci, véritable fer de lance de l'Armée rouge, ont en effet péri dans les combats de la guerre civile, ou se trouvent désormais ailleurs : ils ont été envoyés sur tous les fronts de la guerre. Il est donc faux de laisser croire, comme le fait Paul Avrich, que les matelots de Cronstadt « *se soulèvent contre le gouvernement bolchevique qu'ils ont eux-mêmes contribué à porter au pouvoir* » (7) : ce ne sont plus les mêmes ! Ainsi, lors de leurs permissions, les matelots paysans de Cronstadt prennent conscience de la situation de leurs familles restées à la terre et qui, pour certaines d'entre elles, ont participé aux récentes insurrections paysannes.

Les révoltes paysannes viennent encore aggraver la famine qui ravage le pays, en réduisant les livraisons de blé. La situation est critique, la population meurt de faim ; Petrograd par exemple, perd le tiers de ses habitants. À Petrograd précisément, les grèves ouvrières se multiplient, face auxquelles le soviét de la ville riposte par la fermeture, provisoire, de certaines usines, dont l'usine Poutilov où avait germé la révolution de Février. Le soviét interdit aussi certains rassemblements ouvriers et des assemblées générales dans les usines. Mais le mouvement de grève s'étend, principalement à Petrograd et Moscou. L'état de guerre est décrété, le couvre-feu instauré ; aucun rassemblement ne peut se tenir sans autorisation militaire. Les rumeurs de toutes sortes prennent une acuité particulière au milieu d'un tel désarroi. On évoque une fusillade : les bolcheviks auraient fait tirer sur les ouvriers, le 24 février 1921 ; selon Jean-Jacques Marie — lequel s'appuie sur les « rapports secrets » qui « *disent qu'il n'y a pas de victime* » —, il s'agit d'un affrontement entre grévistes et élèves officiers, qui tirent en l'air. Les rumeurs se font insistante sur les privilèges dont bénéficieraient notamment les cadres du parti bolchevik : de fait, une ration spéciale existe pour plusieurs milliers de membres du gouvernement, hauts fonctionnaires et dirigeants syndicaux, ainsi que pour quelques centaines de savants. Dès lors, Lénine fait désigner une commission d'enquête sur les inégalités. Quant aux tchekistes

(membres de la Tcheka, la police politique de l'État soviétique) qui se livrent à des pillages, certains sont fusillés sur ordre de Dzerjinski.

Mais il est certain que le parti bolchevik, cible de nombreuses critiques dans la population souffrant de la faim, dans la paysannerie révoltée et parmi ceux qui deviendront les insurgés de Cronstadt, a vu arriver dans ses rangs des ralliés de la treizième heure, parfois anciens opposants. Trotsky écrit ainsi dans *La Révolution trahie* : « *Les représentants les plus remarquables de la classe ouvrière avaient péri dans la guerre civile, ou, s'élevant de quelques degrés, s'étaient détachés des masses. Ainsi survint, après une tension prodigieuse des forces, des espérances et des illusions, une longue période de fatigue, de dépression et de désillusion. Le reflux de la "fierté plébéienne" eut pour suite un afflux d'arrivisme et de pusillanimité. Ces marées portèrent au pouvoir une nouvelle couche de dirigeants.* » De là naquit la corruption : Lénine fustige ceux qu'ils qualifient de « sovbourg », les « bourgeois soviétiques ».

La résolution du 1er mars : les revendications de l'insurrection

Dans ce contexte, les marins de Cronstadt décident de s'informer de ce qui se passe à Petrograd et y envoient une délégation. Mais l'insurrection débute vraiment le 1er mars : ce jour-là, une assemblée de plusieurs milliers de marins se tient sur la place de l'Ancre. La résolution qui y est adoptée a été rédigée la veille par les équipages des deux cuirassés. Elle comporte treize points, qu'il faut bien citer pour comprendre les enjeux de la rébellion ; s'adressant en gouvernement, les marins déclarent :

« *Étant donné que les soviets actuels n'expriment pas la volonté des ouvriers et des paysans, il faut :*

1) *procéder immédiatement à la réélection des soviets au moyen du vote secret. La campagne électorale parmi les ouvriers et les paysans devra se dérouler avec la pleine liberté de parole et d'action ;*

2) *établir la liberté de parole pour tous les ouvriers et les paysans, les anarchistes et les socialistes de gauche ;*

3) *accorder la liberté de réunion aux syndicats et aux organisations paysannes ;*

4) *convoquer en dehors des partis politiques une conférence des ouvriers, soldats rouges et marins de Petrograd, de Cronstadt et de la province de Petrograd pour le 10 mars au plus tard ;*

5) *libérer tous les prisonniers politiques socialistes ainsi que tous les ouvriers, paysans, soldats rouges et marins, emprisonnés à la suite des mouvements ouvriers et paysans ;*

6) *élire une commission chargée d'examiner le cas des détenus des prisons et des*

campes de concentration ;

7) abolir les "sections politiques", car aucun parti politique ne doit bénéficier de privilèges pour la propagande de ses idées, ni recevoir de l'État des moyens financiers dans ce but. Il faut les remplacer par des commissions d'éducation élues dans chaque localité et financées par le gouvernement ;

8) abolir immédiatement tous les barrages [c'est-à-dire les réquisitions, NDR] ;

9) uniformiser les rations pour tous les travailleurs, excepté pour ceux qui exercent des professions dangereuses pour la santé ;

10) abolir les détachements communistes de choc dans toutes les usines de l'armée et la garde communiste dans les fabriques et les usines. En cas de besoin, ces corps de garde pourront être désignés dans l'armée par les compagnies et dans les usines et les fabriques par les ouvriers eux-mêmes.

11) donner aux paysans la pleine liberté d'action pour leurs terres ainsi que le droit de posséder du bétail à condition qu'ils s'acquittent de leur tâche eux-mêmes, sans recourir au travail salarié ;

12) désigner une commission ambulante de contrôle ;

13) autoriser le libre exercice de l'artisanat sans emploi salarié. »

Et la résolution se conclut par les deux points suivants :

« 14) Nous demandons à toutes les unités de l'armée et aussi aux camarades "élèves officiers" de se joindre à notre résolution ;

15) Nous exigeons que toutes nos résolutions soient largement publiées dans la presse. »

Ce texte est voté, il faut le souligner, par l'écrasante majorité des militants bolcheviks présents, à l'exception de quelques-uns, dont les dirigeants Kalinine et Kousmine, qui traitent les marins de vauriens et les menacent de châtiments.

Le lendemain, 2 mars, une nouvelle assemblée doit désigner le nouveau soviet de Cronstadt. Mais un rebondissement survient, qui contrecarre ce programme ; une rumeur (sciemment provoquée ?) se propage : Cronstadt serait encerclée par des détachements de l'Armée rouge. Trois dirigeants communistes sont alors arrêtés. Au lieu du soviet, c'est un comité révolutionnaire provisoire qui est mis en place. Les informations divergent au sujet des modalités de sa désignation : Henri Arvon indique qu'il est élu à main levée ; Jean-Jacques Marie affirme au contraire qu'il est désigné par un présidium de cinq personnes (les témoignages divergent) ; d'après Paul Avruch, il s'est bien constitué « à partir du praesidium de cinq membres », mais un organisme

plus important, Comité révolutionnaire élargi de 15 membres, a été élu le 4 mars par 200 délégués des usines et des unités militaires de Cronstadt (8). Quoi qu'il en soit, c'est là une provocation à l'égard du gouvernement en place et le premier acte véritable de l'insurrection, « *le passage du Rubicon* » selon l'expression de J.-J. Marie, de la contestation à la rébellion. Et dans cet acte réside un paradoxe que n'a pas manqué de relever et de reconnaître Henri Arvon : « *Suprême ironie du sort ou peut-être inversion propre à toutes les révolutions qui font naître une réalité diamétralement opposée au but qu'elles se sont fixé au début, le meeting du 2 mars, convoqué pour délibérer au sujet de l'élection du nouveau soviét, loin de lui rendre la liberté que la pesée de plus en plus tyrannique du Parti lui avait fait perdre, le supprime carrément pour lui substituer un Comité révolutionnaire provisoire élu, séance tenante, à main levée et investi de pouvoirs dictatoriaux* » (9). Selon le décompte de Jean-Jacques Marie, parmi les membres du Comité révolutionnaire provisoire, trois sont mencheviks, trois sont anarchistes, trois sont proches des SR (socialistes-révolutionnaires) de droite, et un autre (Lamanov, le rédacteur en chef des *Izvestia de Cronstadt*, journal qui paraîtra jusqu'à la fin de l'insurrection) est un SR maximaliste (cette extrême gauche du parti socialiste-révolutionnaire se prononce pour la terre aux paysans, les usines aux ouvriers et s'oppose aux réquisitions, aux fermes d'État et à la nationalisation des usines).

La fin des grèves à Petrograd : l'isolement de Cronstadt

La question cruciale pour les marins insurgés réside dans l'attitude que va prendre la population de Petrograd : comment les ouvriers, qui se sont pour certains tout récemment mis en grève, vont-ils soutenir la rébellion cronstadtienne ? La nature de leur réaction va dépendre de deux facteurs essentiels : l'opinion qu'ils ont des marins, d'une part ; les mesures prises par le soviét petrogradois, d'autre part. Or, quant au premier point, cette opinion ne semble pas être favorable aux matelots. Selon J.-J. Marie, les marins de Cronstadt sont mal vus parce qu'ils sont considérés souvent, à cette époque, comme des oisifs (de fait, ils n'ont pas à combattre et sont souvent désœuvrés) et des privilégiés (leur ration alimentaire est deux fois supérieure à celle des ouvriers). Ce préjugé négatif est encore accentué par la présence parmi eux, comme conseiller militaire, du général Koslovski, ancien major-général de l'artillerie pendant la Première Guerre mondiale. Il fait partie de ces anciens officiers blancs recrutés après Octobre par l'Armée rouge au titre de « spécialistes militaires ». Il commande alors l'artillerie de la forteresse de Cronstadt. S'il est effectivement un « conseiller militaire », il ne paraît pas diriger l'insurrection (ou en tout cas, on en reparlera, celle-ci lui échappe) ; mais les bolcheviks ne manquent pas de diffuser une vaste propagande assurant que Koslovski est le meneur de l'insurrection, ce qui aiguise encore la méfiance des ouvriers de Petrograd à l'égard des Cronstadtien. En tout cas, il est faux d'affirmer, comme le fait pourtant Arvon, que « *les marins de Cronstadt [...] sont appuyés par une importante fraction de la population ouvrière de Petrograd* » (10). Il semble que ce soit

davantage la passivité qui prédomine dans la ville, lasse de la guerre civile et accablée par les difficultés du ravitaillement.

Celui-ci, et c'est le second facteur important, est toutefois facilité par une mesure prise dès le 27 février, par Zinoviev, président du Comité de défense de Petrograd, qui autorise la population à chercher du ravitaillement à la campagne et annonce l'achat de charbon et de blé par le gouvernement. Le 1er mars, au moment même où, à Cronstadt, la résolution décisive est votée, les barrages routiers sont levés, les détachements militaires retirés des usines et cela fait immédiatement cesser les grèves à Petrograd.

Or, pour que l'insurrection réussisse, il faut qu'elle se propage sur le continent. Le Comité révolutionnaire de Cronstadt envoie à cet effet des délégués pour distribuer, sous forme de tracts, le texte de la résolution. Mais ils sont dès leur arrivée arrêtés par la Tcheka ; condamnés, ils seront fusillés deux semaines plus tard dans le cadre de la répression générale de l'insurrection. À Oranienbaum, la ville continentale qui fait face à Cronstadt au sud, ces émissaires cronstadtien, au nombre de 250 selon Henri Arvon (« quelques dizaines » selon J.-J. Marie), sont accueillis par des rafales de mitrailleuses selon le même H. Arvon (« interceptés », dit pour sa part J.-J. Marie). Toute possibilité d'établir une liaison avec le continent est donc réduite à néant pour les Cronstadtien. Dès lors, les facteurs tant politiques que militaires se révèlent des plus défavorables aux insurgés, d'autant que ceux-ci ne sont pas résolus à mener une opération militaire contre Oranienbaum, ville depuis laquelle ils pourraient éventuellement prendre pied sur le continent et rejoindre Petrograd. Malgré l'insistance mise par les conseillers militaires, et en particulier le général Koslovski, sur la nécessité d'une telle offensive, les marins sont d'avance convaincus de son échec et la refusent, se préparant à la défense plutôt qu'à l'attaque.

Le 5 mars, depuis Petrograd, quatre anarchistes, Alexandre Berkman, Emma Goldman, Perkus et Petrovsky, écrivent au soviet de Petrograd pour lui proposer de constituer une délégation de cinq personnes dont deux anarchistes, qui se rendrait à Cronstadt afin de négocier pacifiquement la fin du conflit. Si Zinoviev n'y répond pas directement, il adresse le 6 mars aux Cronstadtien un télégramme leur proposant l'envoi d'une délégation composée de membres du parti et de sans-partis. Mais les insurgés refusent cette proposition en l'état car, disent-ils, ils ne croient pas en la nature « sans parti » des sans parti évoqués par le soviet. Cette réponse, d'une « hauteur qui frise l'insolence », écrit Henri Arvon, est une « réponse incompréhensible qui équivaut à une fin de non-recevoir, voire à une véritable provocation » (11). L'ultimatum qu'avait lancé le soviet de Petrograd aux insurgés est dès lors levé et les hostilités proprement militaires vont commencer.

Combats entre l'Armée rouge et les insurgés, décisions du Xe Congrès

Le premier assaut de l'Armée rouge est donné le 8 mars, mais il est repoussé. Les

conditions de l'avancée des troupes sont plus qu'éprouvantes : une tempête de neige s'est abattue sur la région, et les soldats sont contraints de marcher quasiment à l'aveugle, sur la mer gelée. « Contraints » est bien le terme approprié car ils sont suivis de détachements de la Tcheka qui les menacent de leurs mitrailleuses en cas de défaillance ou de recul. « *Les meneurs démoralisateurs sont fusillés* », constate Jean-Jacques Marie. Le moral de ces hommes n'est pas des meilleurs, c'est un euphémisme : peu motivés à l'idée d'aller combattre des marins qui restent des « frères » malgré leur position politique, ils éprouvent de surcroît la terreur de périr noyés, en cas de fonte des glaces. Cependant, la propagande bolchevik entend bien forger leur motivation ; J.-J. Marie mentionne le « *bluff de Zinoviev* » : celui-ci diffuse dans les journaux la rumeur selon laquelle des Blancs seraient venus par centaines pour aider les insurgés.

C'est aussi le 8 mars que s'ouvre le Xe Congrès du parti bolchevik. Dès l'ouverture, l'Opposition ouvrière dirigée par Alexandre Chliapnikov (ancien métallurgiste devenu commissaire du peuple pour le travail dans le premier gouvernement de Lénine) et Alexandra Kollontaï (première femme entrée au gouvernement, en tant que commissaire du peuple à l'Assistance publique) distribue aux congressistes une brochure demandant que la gestion de la production et de l'économie soit confiée aux comités ouvriers des usines. Une résolution du Congrès condamne le programme de l'Opposition ouvrière, caractérisé comme « déviation anarcho-syndicaliste ». Lénine comprend bien que la situation est critique : si le communisme de guerre se prolonge, c'est la révolution qui est en danger, les oppositions de toutes sortes se faisant jour. Deux orientations sont donc adoptées : d'une part, l'interdiction provisoire, prévue pour toute la durée de la NEP, de toute fraction à l'intérieur du parti : cela ne doit pas empêcher, toutefois, les discussions critiques ; mais celles-ci devront se mener, selon la résolution adoptée lors du Congrès, non en groupes séparés mais dans les réunions de tous les membres du parti. D'autre part, la NEP (nouvelle politique économique) est instaurée : les paysans obtiennent le droit de vendre leurs excédents de blé, une fois versé leur impôt en nature ; dès lors, c'est une revendication importante des Cronstadiens qui se révèle satisfaite : la liberté du commerce.

Comment réagissent les insurgés à ces mesures économiques ? Les *Izvestia de Cronstadt* affirment le 14 mars — c'est Henri Arvon qui en fait mention et non Jean-Jacques Marie : « *Cronstadt exige non pas la liberté du commerce mais le véritable pouvoir des soviets.* » Les textes publiés par le journal de Cronstadt mettent désormais en avant bien davantage les mots d'ordre politiques, et non plus les revendications économiques, auxquelles il a été répondu. Dès le 8 mars, l'article « Pourquoi nous combattons » avait caractérisé les communistes comme des « *usurpateurs* » : il avait évoqué « *la peur des geôles de la Tcheka, dont les horreurs dépassent de beaucoup les méthodes de la gendarmerie tsariste* » ; il avait qualifié d'« *esclavage spirituel* » la vie des travailleurs imposée selon lui par les communistes. « *De fait, assurait-il encore, le pouvoir communiste a substitué à l'emblème glorieux des travailleurs — la faucille et le marteau — cet autre symbole : la baïonnette et les barreaux.* » Il concluait en rejetant tout aussi bien « *la Constituante avec son régime bourgeois* », prônée par les Cadets

— ceci pour démontrer que les insurgés ne sont pas sous influence contre-révolutionnaire — que « *la dictature du parti communiste avec sa Tcheka et son capitalisme d'État qui resserre le nœud autour du cou des travailleurs et menace de les étrangler* ». Le 16 mars, les *Izvestia de Cronstadt* expliquent encore que, « *d'esclave du capitalisme, l'ouvrier fut transformé en esclave des entreprises d'État* » (cet article est lui aussi cité par H. Arvon, mais non par J.-J. Marie).

Pour encourager les soldats et combattre l'insurrection, 279 délégués du Congrès (soit un quart) sont envoyés à Cronstadt ; parmi eux, beaucoup de militants de l'Opposition ouvrière, qui se sont portés volontaires (12). Dans le même temps, l'aviation largue des milliers de tracts sur Cronstadt en plus de bombes qui, d'après J.-J. Marie, « *font peu de dégâts* ». Le Comité de défense de Petrograd a pris en otages les familles de marins cronstadtien (13) habitant la capitale, en représailles contre l'arrestation et l'incarcération à Cronstadt des communistes arrêtés (les trois dirigeants, puis 70 délégués et bientôt quelque 300 communistes) ; certains tracts jetés depuis les avions informent la population de ces arrestations.

Les soldats chargés de reprendre Cronstadt, commandés par Toukhatchevski, sont quelque 40 000. Face à eux, les insurgés pourraient théoriquement aligner 18 000 hommes, mais ils sont dans la réalité, et selon les estimations de J.-J. Marie, plutôt 5 ou 6 000, ce qui signifie qu'une partie importante des matelots demeure à l'écart de l'insurrection. Les combats font rage. Les obus lancés depuis Cronstadt trouent la glace sur laquelle avancent les soldats, qui sont nombreux à se faire engloutir. À Cronstadt même, « *chaque rue, chaque maison font l'objet de combats acharnés à la baïonnette et à la grenade* ». Les membres du Comité révolutionnaire provisoire fuient Cronstadt en traîneau — départ « *peu glorieux pour des hommes qui n'avaient cessé de proclamer qu'ils allaient vaincre ou mourir* », écrit H. Arvon (14) — ce qui accélère la défection des autres insurgés, voyant la démission de leurs chefs. Près de 7 000 d'entre eux parviennent à s'enfuir en Finlande, où ils sont aussitôt parqués par les autorités dans des camps où ils souffriront de très mauvaises conditions de survie.

Bilan des combats et répression de l'insurrection

Jean-Jacques Marie pose un regard critique sur les chiffres avancés par les diverses sources disponibles sur le bilan humain de ces combats. Il insiste sur le caractère « *fantaisiste* » des chiffres « *produits des deux côtés, y compris celui de la Tcheka qui annonce des pertes de l'armée [rouge] à 200 ou 300 hommes* » ; celle-ci a voulu minimiser les chiffres, et a considéré comme « *disparus* » des hommes qui de toute évidence avaient été engloutis par les eaux. En fait, selon J.-J. Marie, du côté de l'Armée rouge, 1 600 soldats et officiers seraient morts ; parmi eux, figurent 17 des 270 délégués du Xe Congrès. Cependant, l'auteur ne propose pas d'évaluation sur les insurgés morts durant les combats eux-mêmes. De son côté, Paul Avrich, tout en indiquant qu'on ne dispose pas de chiffres sûrs, cite l'un des récits sur Cronstadt qui évoque 600 tués et plus de 1 000 blessés (15).

J.-J. Marie avance en revanche des chiffres précis sur la répression qui suit : sur 6 528 insurgés arrêtés, 2 168 sont fusillés (dont 4 femmes), 1 272 sont libérés et 1 955 condamnés à des peines de travaux forcés. L'auteur démontre à ce propos l'incohérence régnant lors de la répression, organisée par une « troïka extraordinaire » mise en place par la Tcheka, « *qui interroge et juge en quelques heures des fournées d'insurgés* ». Dès lors, « *certaines condamnations à mort laissent pantois* » ; pour exemple, un jeune élève officier de 22 ans qui a déserté les rangs des insurgés pour rejoindre l'Armée rouge est condamné à mort « *pour avoir activement pris part à l'insurrection* » ; un communiste de 21 ans ayant voté pour la résolution de Cronstadt, ayant assisté à l'élection du Comité d'action et ayant tenu le procès-verbal de l'élection des délégués est condamné à mort et fusillé, alors que d'autres, qui ont commis l'équivalent, sont condamnés à des travaux forcés. Parmi les communistes de Cronstadt, sont condamnés à mort les « *démisionnaires qui ont agi activement contre le parti et ont été arrêtés armés ; les personnes qui ont rédigé des déclarations haineuses, qui ont encouragé les espoirs du comité révolutionnaire insurgé, et conforté son autorité* ». Ont également été jugés, condamnés et fusillés les déserteurs et transfuges de l'Armée rouge.

À lire ces lignes, on peut spontanément se dire qu'une telle répression est particulièrement violente et brutale, au-delà même de ses déséquilibres. Mais il ne faudrait pas oublier la place de la violence en général dans le contexte, non seulement de la Russie pendant la guerre civile, mais de l'Europe de ces années 1910-1920, avec dix millions de morts pendant la guerre mondiale. La guerre civile russe ne s'est pas menée qu'à coups de fusils. J.-J. Marie l'illustre par quelques rappels : le général blanc Kornilov déclare au lendemain de la révolution d'Octobre : « *Si nous devons brûler la moitié de la Russie et tuer les trois quarts de la population pour sauver la Russie, nous le ferons.* » Il ordonne de ne pas faire de prisonniers. Les soldats de l'Armée rouge pris les armes à la main sont abattus à coups de sabre pour économiser les munitions. « *En Ukraine, des cosaques jettent dans des chaudrons des communistes juifs capturés, les font bouillir et invitent les survivants, sous peine de subir le même sort, à boire cette "soupe communiste"* ». Du côté de l'Armée rouge, des milliers de soldats ont cloué leurs épaulettes dans les épaules des officiers blancs en enfonçant les clous à coups de crosse. De fait, ce rappel est nécessaire pour comprendre qu'on est bien là dans un contexte de guerre permanente et d'une violence extrême, qui n'est nullement l'apanage du pouvoir bolchevik.

Enfin, il faut dire un mot sur la responsabilité de Trotsky dans l'écrasement de l'insurrection, car c'est l'un des thèmes favoris des anarchistes et des ultra-gauchistes dans toute discussion sur Cronstadt, avec l'idée d'un Trotsky comme « Staline manqué ». Rappelons que le futur dirigeant de l'Opposition de gauche est à ce moment-là commissaire à la Guerre, c'est-à-dire chef de l'armée rouge, et il revient de Sibérie orientale où il a dirigé les opérations militaires contre les insurrections paysannes. Pourtant, Trotsky affirmera, en août 1928 : « *Le fait est que je n'ai pas pris la plus petite part personnelle à la pacification du soulèvement de Cronstadt.* » Il assure

n'avoir pas quitté Moscou pendant l'insurrection (en 1937, il dira qu'il ne se souvient plus s'il s'est rendu ou non à Petrograd, ce qui est en effet possible, quatorze ans après). En fait, indique J.-J. Marie, « lors de l'insurrection de Cronstadt, Trotsky n'a fait qu'une brève apparition à Petrograd le 5 mars au soir et est reparti le 6 au matin, après un échange avec Zinoviev au cours de la nuit, dont aucun n'a jamais dit mot ». De plus, « le 5 mars au soir, de son train qui l'amène à Petrograd, Trotsky câble à son adjoint Slianski une liste des mesures nécessaires pour liquider la crise ouverte. [...] Il arrive à Petrograd avec Serge Kamenev et Toukhatchevski quelques heures plus tard. Il rencontre Zinoviev et le commandant des troupes du district de Petrograd, Avrov, éperdu et désorienté. » En un mot, résume J.-J. Marie, « Trotsky affirme n'avoir pris aucune part à l'écrasement de l'insurrection, ni à la répression qui suivit, ce qui n'a à ses yeux aucune signification politique, puisque, membre du gouvernement, il a jugé nécessaire la liquidation de la révolte, a participé à la décision d'y procéder si les négociations et l'ultimatum lancé restaient sans résultat et en assume donc la responsabilité politique » (p. 446). De fait, la responsabilité politique de l'écrasement de l'insurrection n'incombe à aucun dirigeant bolchevik en particulier, mais à l'ensemble de la direction, Opposition ouvrière incluse.

Pourquoi les bolcheviks ont-ils décidé d'écraser l'insurrection ?

Liberté du commerce et revendications politiques

Selon Jean-Jacques Marie, « l'une des revendications centrales de la résolution du 1er mars est la liberté pour les paysans de commercer, donc le respect de la propriété privée et de l'ordre » (p. 397) ; or la petite propriété engendre le capitalisme : « Les terres que les paysans s'étaient partagées seraient retournées dans le cycle de formation de grandes propriétés privées et de latifundia. Le programme de Cronstadt visant à défendre la petite propriété familiale assurant au paysan la libre disposition des fruits de son travail aurait tenu l'espace d'un matin » (p. 398). H. Arvon, en revanche, conteste que la liberté du commerce soit la revendication principale et assure que les mots d'ordre sont essentiellement politiques. Le débat porte alors sur l'importance à accorder respectivement à la résolution du 1er mars, adoptée par une assemblée de plusieurs milliers de marins, et les articles des *Izvestia*, plus politiques en effet.

Pour J.-J. Marie, ces articles, et en particulier le texte que nous avons cité, intitulé « Pourquoi nous combattons », n'est nullement représentatif des insurgés, puisqu'il a été rédigé par un homme, Lamanov, SR maximaliste. En outre, insiste le même auteur, ce texte ne propose nulle perspective politique, nulle définition de ce que serait le « vrai » socialisme selon les insurgés, nul programme concernant les formes de la propriété. De fait, les Cronstadiens ne semblent pas avoir de programme. Les tendances politiques en leur sein sont diverses, principalement anarchistes, même si aucun des principaux dirigeants de l'insurrection ne s'en revendique expressément. On

comprend mal cependant que J.-J. Marie n'accorde pas davantage d'attention aux autres revendications des insurgés, comme si elles n'avaient aucun poids face au mot d'ordre de liberté du commerce pour les paysans.

On relèvera d'ailleurs que le raisonnement de Jean-Jacques Marie gêne parfois, par certains raccourcis. C'est le cas lorsqu'il affirme : « *La résolution des marins, soldats et ouvriers de Cronstadt envisageait certes la légalisation des seuls partis dits socialistes ; mais les SR de droite, plus d'une fois alliés aux blancs, et les mencheviks considéraient que la révolution russe devait seulement libérer le développement du capitalisme des entraves de la monarchie féodale. Ils étaient donc favorables au rétablissement massif, sinon généralisé, de la propriété privée des moyens de production qui signifiait inéluctablement le retour du capital étranger, y compris dans l'agriculture.* » (p. 398) Le problème posé par ce passage, c'est qu'il repose sur une prémisse fautive, dans la mesure où à aucun moment la résolution ne parle de « socialistes » tout court, mais bien des seuls « socialistes de gauche », ce qui exclut manifestement les SR de droite (sinon à quoi servirait de préciser « socialistes de gauche » ?).

En fait, Jean-Jacques Marie reprend la position des bolcheviks. Pour Lénine, en effet, ce qu'il faut combattre à Cronstadt, ce sont ces tendances anarchistes qui visent à la restauration de la liberté du commerce. J.-J. Marie indique : « *Il analyse l'insurrection en termes de contre-révolution paysanne et estime que le point central des revendications est la liberté du commerce, ce qui reviendrait à la restauration du capitalisme.* » De même, rappelant le contexte des révoltes paysannes de la fin de l'année 1920 et du début de 1921, Trotsky caractérisera en 1937 la « *mutinerie* » de Cronstadt comme une « *réaction de la petite-bourgeoisie contre les difficultés et privations imposées par la révolution prolétarienne* ». « *En fait, note-t-il encore en janvier 1938, c'était la lutte du petit propriétaire exaspéré contre la dictature prolétarienne.* » Pourtant, c'est bien cette liberté du commerce qui est instaurée au même moment par le Xe Congrès. Selon Lénine, « *la liberté des échanges, c'est la liberté du commerce, et la liberté du commerce, c'est le retour au capitalisme. Est-il possible de rétablir dans une certaine mesure la liberté du commerce, sans saper pour cela même le fondement du pouvoir politique du prolétariat ? Oui, c'est possible : c'est une simple question de mesure.* » Deux propositions revenant à une variante de la NEP avaient été formulées auparavant, l'une par l'ancien menchevik Larine en janvier 1920, l'autre par Trotsky en mars de la même année. Lénine, qui à chaque fois s'y était opposé, finit par s'y résoudre un an plus tard. En fait, ce n'est donc pas parce que les insurgés revendiquent la liberté du commerce qu'il faut les réprimer.

Est-ce pour autant parce qu'ils s'opposent au pouvoir bolchevik et veulent réélire les soviets, comme l'affirment les anarchistes ? Il est indéniable que, après trois ans de « communisme de guerre » imposé par la guerre civile et l'intervention contre-révolutionnaire des puissances impérialistes, les bolcheviks se savaient minoritaires dans le pays : les paysans, ultra-majoritaires, avaient subi les réquisitions forcées et étaient naturellement devenus hostiles au pouvoir (alors qu'ils l'avaient soutenu dans un premier temps car il leur avait reconnu la propriété privée de la terre, contre les

grands propriétaires du tsarisme). Plus généralement, le gouvernement était le bouc émissaire des difficultés indescriptibles de la vie quotidienne, dans un pays dévasté par plus de sept ans de guerre ininterrompue. Dans ces conditions, les bolcheviks considéraient, à juste titre, que la convocation d'élections générales aurait conduit à leur défaite, à la victoire des forces petites-bourgeoises, à un retour des forces bourgeoises et réactionnaires et, indissociablement, à un redémarrage de l'intervention impérialiste qui n'avait pu être vaincue que par la rigueur du communisme de guerre. Comme l'écrivait Trotsky en janvier 1938, « *les matelots paysans, guidés par les éléments les plus anti-prolétariens, n'auraient rien pu faire du pouvoir, même si on le leur avait abandonné. Leur pouvoir n'aurait été qu'un pont, et un pont bien court, vers le pouvoir bourgeois.* » De ce point de vue, « *les matelots en rébellion représentaient le Thermidor paysan* ». De fait, il eût été suicidaire, pour les bolcheviks, d'abandonner le pouvoir en répondant favorablement à des exigences démocratiques certes compréhensibles, mais manifestement irréalisables à ce moment-là. Pour autant, en conclure à une hostilité de principe des bolcheviks à l'égard de soviets réellement démocratiques trahit un raisonnement formel qui relève plus de préjugés anti-marxistes que d'une véritable analyse de la situation objective.

Enjeu militaire, danger contre-révolutionnaire

En fait, la raison objective et décisive pour laquelle les bolcheviks ont décidé de mettre fin par tous les moyens à l'insurrection de Cronstadt, est qu'elle menaçait directement le pouvoir. Non par ses revendications elles-mêmes, mais parce qu'elle risquait de tomber aux mains des Blancs et des impérialistes, et de servir ainsi de tête de pont à une nouvelle offensive de la contre-révolution, quelques semaines seulement après la victoire militaire des bolcheviks. Cronstadt, rappelons-le, n'est pas une ville comme les autres ; c'est une forteresse, celle qui protège Petrograd, laquelle est elle-même la ville-capitale de la révolution. Paul Avrich l'admet lui-même : « *Le gouvernement devait faire face à une mutinerie dans sa propre marine, à un avant-poste de la plus grande importance stratégique puisqu'il gardait les abords occidentaux de Petrograd. Cronstadt risquait d'être [...] la base de départ d'une nouvelle invasion anti-soviétique.* » (16) Sur le plan de la tactique militaire, le temps presse : la fonte annuelle des glaces intervient généralement à partir de la mi-mars. Or, si la glace fond, Cronstadt ne sera plus accessible depuis le continent par l'Armée rouge ; en revanche, elle le sera par les troupes blanches et leurs bateaux, depuis la Finlande notamment. Il y a là un danger majeur.

Et un danger des plus plausibles. Ce n'est pas dans le livre de Jean-Jacques Marie mais dans ceux des anarchistes Paul Avrich et Henri Arvon que l'on trouve le plus d'éléments à ce sujet. D'une part, Arvon mentionne des articles de la presse bourgeoise, française et américaine notamment (*Le Matin*, *L'Écho de Paris*, le *New York Times*...), parus dès février 1921, donc avant même l'insurrection, qui en gros la racontent à l'avance ! Ces articles répandent des fausses nouvelles, nées en particulier dans les milieux de l'émigration russe blanche. En outre et surtout, Paul Avrich a

découvert un document extrêmement important dans les archives du Centre national (russe), organisme créé par des socialistes-révolutionnaires à Paris et qui maintient pendant l'insurrection des relations étroites avec le ministère français des Affaires étrangères. Ce manuscrit non signé, muni de la mention « ultra secret » et intitulé *Mémoire sur la question de l'organisation d'un soulèvement à Cronstadt*, peut être daté de janvier ou début février 1921. Or, il annonce, de manière extrêmement précise et détaillée, une insurrection, et demande un soutien extérieur pour assurer son succès.

Il est absolument certain que dans diverses chancelleries et en particulier au sein du gouvernement français, on s'attendait à un soulèvement et on s'appêtait à envoyer des renforts contre-révolutionnaires à Cronstadt. Le *Daily Herald*, le 14 mars 1921, publie un texte de son correspondant diplomatique qui indique : « *Je suis en mesure d'affirmer que le gouvernement français participe à l'affaire de Cronstadt et qu'une forte somme d'argent destinée aux mutins a été envoyée par ses soins à un certain professeur Viburg. Des approvisionnements sont également acheminés par l'intermédiaire et sous le couvert de la Croix Rouge* ». La contre-révolution, aux armes fourbies par les Blancs en exil, par les Blancs « de l'intérieur » et par les gouvernements occidentaux, était aux portes de la Russie, comme elle n'avait jamais cessé de l'être depuis Octobre. Une interview accordée par le principal dirigeant de l'insurrection de Cronstadt, Stepan Petritchenco et publiée dans le *New York Times* dès le 31 mars 1921, le confirme : il y reconnaît avoir offert ses services aux Blancs. Deux mois après, en mai, alors qu'il est réfugié au camp de fort Ini en Finlande, le même Petritchenco adresse avec quelques autres une lettre au général blanc Wrangel, où il dit vouloir collaborer avec ses troupes, alors réfugiées en Turquie. « *Il propose de préparer une nouvelle campagne contre les bolcheviks afin de reconquérir les "acquis de la révolution de [Février] 1917"* » (17). Au sein même de l'insurrection, des forces contre-révolutionnaires se sont probablement infiltrées parmi les marins de Cronstadt : « *Tout indiquait que les émigrés tentaient d'aider l'insurrection pour la capter à leur profit.* » (18)

Cela ne remet cependant nullement en cause le caractère globalement spontané de l'insurrection. Tout le montre. Les *Izvestia* lancent des appels à la méfiance à l'égard des tentatives de récupération blanche (preuve aussi qu'elles existent et que les insurgés en ont conscience). Surtout, le moment est des moins propices pour les insurgés : la glace n'a pas encore fondu, aucune provision d'armes et de munitions n'a été réalisée, aucune précaution n'a été prise non plus pour le ravitaillement alimentaire de l'île en cas de siège : tout indique l'improvisation du soulèvement. Le *Mémoire* du Centre national tablait sur une insurrection au printemps, donc après la fonte des glaces. Or, la rébellion a lieu quelques semaines plus tôt, quelques semaines trop tôt pour la réussite de tels plans. Il est donc probable que les forces contre-révolutionnaires qui comptaient sur ce soulèvement ne sont pas parvenues à le conduire ni à le maîtriser une fois enclenché. D'ailleurs, les anciens généraux tsaristes, qui conseillent vivement aux insurgés de passer à l'offensive et de marcher sur Petrograd, ne sont pas écoutés ; les insurgés préfèrent s'enfermer dans leur île, alors

même qu'ils ont peu de chance d'en sortir vainqueurs. Même Henri Arvon, qui leur est favorable, écrit : « *Ils sont coupables, certes, les marins de Cronstadt, d'être entrés, tant soit peu, dans le jeu de la contre-révolution, à leur insu sans doute* » (19).

La fin et les moyens

L'approche de la fonte des glaces et le danger réel d'une récupération de l'insurrection par les Blancs et les impérialistes pour relancer la guerre civile rendaient donc nécessaire, du point de vue bolchevik, d'en finir au plus vite avec cette insurrection. Mais, pendant une semaine entière, du 1er au 8 mars, les bolcheviks ont recherché une solution pacifique. C'est le sens de la proposition du 6 mars, rejetée avec condescendance par les Cronstadtien, comme nous l'avons vu. Cette solution négociée se révélant impossible, les bolcheviks ont choisi la force. Dès lors, celle-ci ne pouvait qu'être déterminée. Ici, la condamnation de l'usage de la « violence » ne saurait relever que d'une vision pacifiste petite-bourgeoise, inconsciente de ce que l'histoire avance nécessairement par des rapports de force, qui se soldent souvent dans le sang. À cet égard, la formule employée par Trotsky au sujet de la répression de Cronstadt apparaît des plus justes : pour les bolcheviks, qui voulaient préserver à tout prix le premier État ouvrier comme marchepied de la révolution mondiale, il y eut bien là « *nécessité tragique* ». De ce point de vue, les communistes révolutionnaires ne peuvent qu'approuver la décision de mettre fin à l'insurrection de Cronstadt, dans l'intérêt supérieur de la révolution mondiale dont l'État ouvrier soviétique, quelles que soient ses limites, dues en grande partie à la situation objective, était à cette époque le plus précieux des acquis.

Reste un certain nombre de questions, qui concernent les méthodes employées par les bolcheviks. Comment Zinoviev, président le comité de défense de Petrograd, pouvait-il prétendre négocier quoi que ce soit, en envoyant aux Cronstadtien, le 4 mars, un texte non seulement menaçant, mais méprisant : « *Vous êtes entourés de tous côtés. Dans quelques heures vous serez contraints de vous rendre . Cronstadt n'a ni pain ni combustible. Si vous persistez on vous canardera comme des perdrix* » ? Plus généralement, la proposition de négociations adressée par le gouvernement bolchevik aux insurgés aurait sans doute dû s'accompagner, pour avoir des chances d'aboutir, d'une réelle prise en compte de certaines des revendications politiques des insurgés. Il aurait été possible, par exemple, de s'engager à établir un calendrier pour l'organisation d'élections à moyen terme, pour la mise en place rapide de commissions ouvrières pour le contrôle et la démocratisation du pouvoir, etc. Or il ne s'agissait pas seulement de mettre fin à une insurrection dangereuse, mais aussi de reconnaître le fond de vérité que contenaient les revendications des insurgés, rejoignant d'ailleurs, sur la question de la démocratie ouvrière, des exigences formulées de leur côté par certains bolcheviks, comme ceux de l'Opposition ouvrière. Deux ans et demi plus tard, dans *Cours nouveau* (automne 1923), Trotsky estimera la situation socio-économique assez mûre pour reprendre à son compte les critiques les plus virulentes contre l'absence de démocratie dans le pays et dans le parti lui-même, contre la

bureaucratisation extrêmement rapide du pouvoir...

En mars 1921, en tenant compte tactiquement, à juste titre, des revendications paysannes (dont les insurgés de Cronstadt ne fournissent qu'une des nombreuses expressions contemporaines), mais sans accorder de réelle importance à leurs revendications politiques, Lénine, Trotsky et tous les dirigeants bolcheviks ont sans doute sous-estimé l'aspiration des masses à une plus grande démocratie ouvrière et l'importance cruciale de cette question pour l'avenir de l'État ouvrier et de la révolution. Nous reviendrons dans un prochain article sur le processus de bureaucratization et de « stalinisation » du pouvoir soviétique. Mais on peut dire d'ores et déjà que la nécessité militaire immédiate de réprimer l'insurrection ne dispensait pas d'engager une réflexion et des mesures progressives sur la démocratie dans l'État ouvrier dès lors que se refermait la période de l'inévitable « communisme de guerre ». Lénine, Trotsky et bien d'autres ne le comprendront qu'un peu plus tard, à un moment où la bureaucratie avait déjà conquis une place hégémonique dans tout l'appareil d'État et dans le Parti, et où une bonne partie des masses avait, quant à elle, sans doute déjà renoncé à l'espoir d'une véritable démocratisation...

De ce point de vue, la « tragédie de Cronstadt », c'est que les insurgés ont posé de vraies questions politiques, mais leurs termes frontalement anti-bolcheviks et surtout leur acte insurrectionnel lourd de danger contre-révolutionnaire après trois ans de guerre civile et des mois de révoltes paysannes dans tout le pays, ne pouvaient qu'empêcher les dirigeants bolcheviks de les entendre.

-
- 1) Lénine, *Œuvres complètes*, Éditions sociales/Éditions en langues étrangères, Paris/Moscou, tome 32, p. 295.
 - 2) Jean-Jacques Marie, *Cronstadt*, Paris, Fayard, 2005.
 - 3) Paul Avrigh, *La Tragédie de Cronstadt 1921*, [1970], éd. fr. Paris, Seuil, 1975.
 - 4) Henri Arvon, *La Révolte de Cronstadt*, Bruxelles, Complexe, 1980.
 - 5) Voir *Cronstadt 1921. Documents*, *Les Cahiers du CERMTRI*, n°110, juin 2003.
 - 6) Paul Avrigh, *La Tragédie de Cronstadt 1921*, *op. cit.*, p. 171-172.
 - 7) *Idem*, p. 11.
 - 8) Paul Avrigh, *op. cit.*, p. 152.
 - 9) Henri Arvon, *La Révolte de Cronstadt*, *op. cit.*, p. 59.
 - 10) *Idem*, p. 14.

11) *Idem*, pp. 72-73.

12) On notera au passage que, pendant le Congrès, Lénine a fait sortir les sténographes au moment de la discussion sur l'insurrection, alors que Trotsky n'était pas d'accord et voulait que les débats soient pris en notes « *pour l'histoire* ».

13) H. Arvon parle de famille de « marins » (*La Révolte de Cronstadt, op. cit.*, p. 64), J.-J. Marie de familles d' « officiers » (*Cronstadt, op. cit.*, p. 217).

14) *Idem*, p. 85.

15) Paul Avrich, *La Tragédie de Cronstadt 1921, op. cit.*, p. 200.

16) Paul Avrich, *La Tragédie de Cronstadt 1921, op. cit.*, p. 13.

17) Henri Arvon, *La Révolte de Cronstadt, op. cit.*, p. 114.

18) Paul Avrich, *op. cit.*, p. 13.

19) Henri Arvon, *op. cit.*, p. 125.

Laura Fonteyn, le 15 septembre 2006